



CESE info

Le Comité économique et social européen
Un pont entre l'Europe et la société civile organisée
Mai 2016 | FR

ÉDITORIAL

Chères lectrices,
chers lecteurs,

Voilà encore un mois qui vient de s'écouler, et alors que l'émoi profond suscité par les attentats de Bruxelles laisse progressivement la place à un climat plus retenu, le monde continue à observer comment l'Europe fait face aux problèmes du moment: les migrations, le Brexit, la crise de la dette grecque, pour n'en citer que quelques-uns.

La plupart de ces défis restent présents de manière sous-jacente. Un accord très controversé avec la Turquie continue à faire couler beaucoup d'encre et toutes ses conséquences ne sont pas encore visibles. Croyons-nous vraiment qu'il peut offrir une solution durable aux flots croissants d'êtres humains qui, selon tous les experts, continueront de s'amplifier? Où est la solution européenne que notre Comité a réclamée?

Le Brexit constitue un autre dossier explosif. Va-t-il faire long feu ou nous exploser au visage le 23 juin, non seulement au Royaume-Uni mais aussi dans le reste de l'Europe avec toutes les conséquences inimaginables qu'aurait une sortie du Royaume-Uni? Je suis un fervent partisan de l'Europe. J'espère sincèrement que le camp des partisans du maintien finira à juste titre par l'emporter. Je viens d'Irlande du Nord, où l'Europe est la source d'inspiration de tant de choses que nous avons réussi à faire pour jeter des ponts entre les communautés. À mon avis, une victoire du «out» risque de jeter à bas les ponts qui nous unissent avec le reste de l'Europe, voire de la planète.

Et qu'en est-il de la crise de la dette grecque? Pendant que les responsables politiques s'employaient à empêcher les réfugiés d'entrer en Europe et le Royaume-Uni d'en sortir, «la mère de toutes les crises de l'UE», comme le Financial Times l'a signalé la semaine dernière, «a lentement et discrètement repris de la vigueur». Avec le risque d'un défaut de paiement (à moins que la Grèce ne reçoive un nouveau ballon d'oxygène financier), la perspective d'un Grexit qui s'était éloignée se fera à nouveau menaçante.

L'UE doit trouver des solutions durables à ces défis si elle veut regagner la confiance de l'opinion publique, qu'elle a perdue ces dernières années. Alors que le monde voit l'Europe comme le modèle d'un champ de bataille autrefois permanent transformé en un espace de paix durable, de démocratie, de prospérité et d'ouverture, il faut que l'Union européenne trouve des solutions dignes de l'Europe, c'est-à-dire des solutions audacieuses, innovantes et empreintes d'humanité. Le CESE est prêt à contribuer, avec ses idées et ses propositions, à cet effort européen. Y a-t-il quelqu'un pour l'écouter?

Michael Smyth

Vice-président du CESE chargé du budget

À VOS AGENDAS

25 et 26 mai 2016/
CESE, Bruxelles:
session plénière du CESE

28 mai 2016/
CESE, Bruxelles:
journée Portes ouvertes

DANS CE NUMÉRO

2 La société civile doit être associée à tous les aspects de l'union de l'énergie

3 Journée du numérique au CESE

4 Conférence du CESE sur la stratégie de l'aviation pour l'Europe

BIENTÔT AU CESE

Pays-Bas: l'ingéniosité à l'épreuve du temps

À partir du 25 mai 2016, le CESE accueillera une exposition dont l'objectif est de mettre en valeur les industries créatives néerlandaises spécialisées dans les technologies maritimes et deltaïques, l'innovation et la durabilité. Cette exposition est organisée en coopération avec la présidence néerlandaise de l'Union européenne et se tiendra au Foyer 6 du bâtiment JDE. Elle sera accessible jusqu'au 24 juin 2016. (sk/dm)



© Netherlands Enterprise Agency

Les politiques d'intégration à double sens bénéficieront aux réfugiés et aux populations locales, affirme le CESE



Christa Schweng, rapporteure, et Panagiotis Gkofas, corapporteur

Dans un avis adopté lors de sa session plénière d'avril, le CESE estime qu'il convient de mettre davantage l'accent sur les politiques d'intégration et l'utilisation des meilleures pratiques si l'on souhaite obtenir des résultats. Si l'intégration est réussie, elle conduira à la cohésion sociale, à la croissance économique et à la création d'emplois en Europe. Toutefois, une

meilleure communication et un engagement aux côtés des communautés d'accueil – médias, autorités locales, syndicats, organisations patronales, ONG – sont dès lors nécessaires pour créer un climat positif pour les nouveaux arrivants et obtenir un soutien total de l'opinion publique. Le CESE plaide en faveur d'investissements dans des mesures ciblées, telles que des

cours de langues et de formation professionnelle. «La formation linguistique doit être dispensée dès l'enregistrement terminé, si l'on s'attend à l'octroi du statut de demandeur d'asile», déclare Christa Schweng, rapporteure sur ce thème. «La formation devrait inclure des informations de base sur les valeurs, la culture et les procédures, de même qu'il y a lieu de procéder à un recensement des compétences et des qualifications. Les mineurs non accompagnés devraient être rapidement intégrés dans le système scolaire ou se voir conseiller quant aux possibilités de formation professionnelle. Nous avons la conviction que l'intégration des réfugiés est une nécessité absolue pour nos sociétés, si nous entendons préserver la cohésion sociale. Un déficit en la matière est de nature à déboucher sur des communautés parallèles, susceptibles de déstabiliser les pays d'accueil. Il est donc de notre intérêt de commencer à mettre en place des mesures d'intégration à un stade très précoce», ont ajouté M^{me} Schweng et le corapporteur, M. Gkofas. (cad)

La législation sur les armes à feu doit être plus ambitieuse afin d'accroître la sûreté publique, souligne le CESE

Les événements tragiques survenus récemment en Europe ont rendu plus brûlant encore le débat sur la révision de la directive relative à l'acquisition et à la détention d'armes. Les menaces s'accumulent sur la sécurité publique et il est urgent d'agir pour contrer la facilité avec laquelle les citoyens peuvent se procurer des armes à feu qui continuent à tomber entre les mains de groupes radicaux, d'organisations criminelles et d'individus perturbés.

Le CESE estime que les clarifications et les nouvelles règles plus cohérentes en matière de marquage et de destruction des armes sont une amélioration sensible. Toutefois, le CESE insiste sur le fait que la législation sur les armes à feu ne doit pas consister uniquement à apporter une réponse immédiate à de récents actes terroristes. Dans son avis sur le contrôle de l'acquisition et de la détention d'armes adopté lors de sa session plénière d'avril, le CESE propose certaines mesures spécifiques. Compte tenu de l'importance de la traçabilité non seulement des armes, mais aussi des munitions, l'industrie devrait être amenée à étudier la possibilité d'un

marquage des projectiles qui soit ineffaçable. Sachant que c'est normalement le projectile et non l'arme que l'on retrouve sur une scène de crime, ce marquage pourrait fournir des informations importantes pour les enquêtes policières. Le CESE considère que ces données, si elles sont mises à disposition par voie de bases de données interopérables, gérées par les autorités, permettraient de rendre les enquêtes plus efficaces.

Une autre approche pourrait consister à suivre l'exemple des programmes de rachat en vigueur en Australie et au Royaume-Uni. En 1997, l'Australie a entamé un remaniement complet de sa législation sur les armes, qui a permis de retirer de la circulation près de 700 000 armes et, accompagnée de nouvelles restrictions, a fait baisser drastiquement le taux d'homicides par arme à feu.

Un autre domaine qui mérite l'attention est celui de l'impression en 3D: l'évolution technologique permet la fabrication d'armes tout aussi létales que celles produites par des méthodes classiques, mais sans aucune



© shutterstock/Dmytro

possibilité de contrôle ni de traçabilité, et fabriquées principalement à l'aide de matériaux que les systèmes de sécurité traditionnels ne détectent pas.

Le CESE soutient l'introduction d'examen médicaux obligatoires, fondés sur des exigences de qualité européennes minimales, pour évaluer la santé physique et mentale en vue de l'octroi ou du renouvellement des autorisations. Toutefois, la directive pourrait également exiger des formations régulières pour la manipulation des armes à feu ainsi que pour la sécurité du stockage et du transport d'armes. (sg)



La société civile doit être associée à tous les aspects de l'union de l'énergie



Maroš Šefčovič, vice-président de la Commission, et Georges Dassis, président du CESE

L'avis du CESE sur l'état de l'union de l'énergie 2015 (rapporteur: Stéphane Buffet, groupe des employeurs) adopté lors de la session plénière appelle à insister davantage sur la dimension sociale de l'union de l'énergie et insiste auprès de la Commission pour que cet élément figure parmi les critères d'évaluation dans le prochain rapport annuel.

Le CESE juge nécessaire d'améliorer les bases statistiques sur lesquelles s'appuient les rapports, certaines étant obsolètes, d'autres incomplètes, voire inexistantes. Le CESE fait également remarquer que la gouvernance de l'union de l'énergie ne peut être réduite à une procédure purement administrative, mais exige une volonté politique forte et une vision partagée des États membres et des institutions de l'UE.

Au cours du débat avec les membres du CESE réunis en assemblée plénière, le vice-président Šefčovič a remercié le Comité pour le soutien qu'il a manifesté à l'union de l'énergie et a souligné l'importance du dialogue européen sur l'énergie proposé par le CESE.

Dans l'avis sur la dimension extérieure de la politique énergétique européenne (rapporteur: Vitas Mačiulis, groupe des activités diverses), également adopté en avril, le CESE a une fois de plus demandé instamment à la Commission et aux gouvernements nationaux d'accorder une large place à la société civile dans le débat sur l'énergie.

Un défi majeur qui se pose à l'UE est sa dépendance à l'égard des importations pour plus de la moitié de sa consommation énergétique. Il faut que celles-ci soient garanties. Le cercle des partenaires auprès desquels l'UE importe de l'énergie doit être élargi par l'établissement d'un dialogue avec de nouveaux fournisseurs d'énergie fiables.

Seule une position commune au sein de l'UE permettra de garantir une dimension extérieure forte de la politique énergétique européenne. Le CESE insiste sur la nécessité de continuer à «parler d'une seule voix» en dépit des disparités qui existent entre les bouquets énergétiques, les structures d'importation d'énergie et les partenaires traditionnels de chaque État membre. (sg) ●

Les citoyens européens payent la facture de l'évasion fiscale

La planification fiscale agressive, une pratique utilisée en particulier par certaines multinationales, érode les bases d'imposition dans les États membres de l'UE à hauteur de 50 à 70 milliards d'euros par an. L'Union européenne a enfin décidé de mettre un coup d'arrêt à cette pratique. Le CESE soutient vigoureusement la proposition de la Commission, mais appelle à une prise de position plus rigoureuse envers les évadés fiscaux tout en préservant la compétitivité de l'UE au moyen d'intenses négociations au niveau de l'OCDE et du G20.

Dans un avis adopté lors de sa session plénière d'avril, le CESE propose une mise en œuvre uniforme des règles, conformément au plan d'action de l'OCDE concernant l'érosion fiscale et le transfert de bénéfices, dans l'ensemble des États membres. En outre, il invite instamment la Commission et les États membres à intensifier les négociations internationales dans le cadre de l'OCDE ou du G20, afin de garantir une mise en œuvre uniforme au niveau de l'OCDE, y compris aux États-Unis.

«Les impôts sont un instrument important qui permet aux États membres de compenser les inégalités dans notre société. Nous en avons besoin pour les infrastructures, l'éducation et l'aide aux personnes dans le besoin. Par conséquent, l'évasion fiscale ne peut être considérée comme une peccadille car elle revient en

vérité à voler l'État et, au bout du compte, la société», déclare le rapporteur de l'avis, M. Dandea.

Le CESE recommande en outre que la clause de passage de l'exonération au crédit d'impôt («switch-over»), en vertu de laquelle un contribuable d'un État membre n'est pas exonéré de l'impôt sur les revenus générés dans des pays tiers, soit appliquée directement à tous les contribuables qui ont généré des revenus dans des juridictions reconnues comme étant des paradis fiscaux.

Le CESE invite la Commission à inclure dans sa directive l'exigence selon laquelle les États membres doivent divulguer les données présentées dans les déclarations qui seront soumises à l'échange automatique d'informations. Toutefois, il considère que ces déclarations ne devraient pas être imposées aux PME, sur lesquelles cette obligation aurait une incidence disproportionnée en termes de coûts.

Il convient d'établir un classement des pays et régions qui refusent d'appliquer les normes de bonne gouvernance dans le domaine fiscal. Compte tenu du préjudice causé par la planification fiscale agressive à la base d'imposition des États membres, le CESE plaide pour une mise en œuvre de la directive dans un délai plus court que celui de trois ans actuellement envisagé. (sma) ●



© Shutterstock/ Olivier Le Moal

Rendre la libre circulation plus équitable pour tous

La mobilité des travailleurs est un principe fondateur de l'Union européenne et l'une des réalisations les plus appréciées par les citoyens européens. Elle peut contribuer à créer des possibilités d'emploi et de la prospérité pour les citoyens et les entreprises de l'UE.

En 2014, l'UE comptait environ 15 millions de travailleurs mobiles, contre un peu moins de 12 millions en 2006. La même année, le nombre de travailleurs mobiles en âge de travailler qui vivaient et travaillaient dans un autre État membre s'élevait à 8,3 millions, soit 3,4 % de l'ensemble de la main-d'œuvre, en plus des 1,6 million de travailleurs frontaliers. «Si l'on veut que la libre circulation soit une réussite, elle doit être équitable pour tous. Les règles doivent garantir l'égalité de traitement et de non-discrimination sur la base de la nationalité», a déclaré Laura González de Txabarri Etxani, rapporteure de l'avis sur la question. «Des pratiques déloyales en matière d'emploi exploitent les

travailleurs et créent du «dumping social», tandis que certains États membres veulent refuser des prestations sociales aux travailleurs mobiles. Par ailleurs, le climat actuel, qui résulte de la crise migratoire, ne contribue pas à favoriser la mobilité de la main-d'œuvre. L'Europe doit faire preuve de force et de détermination dans la défense de ses principes et aider les travailleurs mobiles maintenant plus que jamais».

L'avis met en avant des solutions pratiques telles que le renforcement de l'inspection du travail au sein des États membres et au niveau transfrontalier, une coordination accrue entre les systèmes nationaux de sécurité sociale et une meilleure prise en compte des besoins des travailleurs détachés, qui implique notamment la consultation des partenaires sociaux avant la révision de la directive controversée sur le détachement des travailleurs au niveau de l'UE. (cad) ●



© Shutterstock/ Rido

Contrats numériques: le CESE presse la Commission d'empêcher l'érosion des droits des consommateurs

L'avis sur les droits des contrats numériques (rapporteur: Jorge Pegado Liz) adopté par le CESE lors de sa session plénière d'avril porte sur les propositions législatives de la Commission européenne relatives à la fourniture de contenu numérique et la vente de biens en ligne. Ces deux propositions constituent un train de mesures assorti d'objectifs communs dans le cadre de la stratégie pour le marché unique numérique.

Le CESE reconnaît qu'il y a lieu de s'attaquer à un certain nombre de questions dans ce domaine, mais n'est pas d'accord avec la base juridique invoquée par la Commission. Selon le CESE, ce dont il est question en l'occurrence n'est pas seulement l'achèvement du marché unique, mais aussi la définition et la protection des droits des consommateurs. Des mesures ancrées dans la politique des consommateurs impliqueraient une harmonisation minimale, et laisseraient aux États membres la liberté d'adopter des normes plus élevées de protection des consommateurs.

Dans son avis, le Comité juge inacceptable l'instauration d'un traitement différencié pour la vente de biens en ligne et celle de biens hors ligne qui résulterait de la mise en place de deux systèmes par cette proposition de la Commission. Il affirme avec force que les droits reconnus pour les contrats en face à face doivent également s'appliquer à la législation relative à l'environnement en ligne. Tout en reconnaissant que certaines transactions de contenus immatériels constituent des cas particuliers, le CESE affirme catégoriquement qu'il ne faut prendre aucune mesure pouvant compromettre les droits des consommateurs.

Le CESE craint également que les directives ne négligent toute une série de points nécessitant une harmonisation – l'âge auquel les mineurs peuvent conclure des contrats numériques, par exemple, et les boutons permettant un paiement direct (pay now) présents sur les pages de certains réseaux sociaux, qui ne renvoient pas au site web d'une plateforme responsable.



© Shutterstock/ Max Studio

En ce qui concerne la protection des consommateurs lors de l'achat en ligne de biens non tangibles – en particulier au niveau de la sécurité des données et de la protection de la vie privée –, le CESE estime que des règles claires doivent être établies dans les plus brefs délais, étant donné que le Royaume-Uni demeure le seul État membre disposant d'une réglementation de ce type. (sg/dr) ●

Le commerce pour tous, levier pour un système mondial plus équitable

Dans son avis sur «Le commerce pour tous – vers une politique de commerce et d'investissement plus responsable», le CESE souligne l'intérêt d'utiliser les accords commerciaux pour promouvoir le développement durable, les droits humains et les droits sociaux, le commerce équitable et éthique, et la lutte contre la corruption. Faisant suite à la nouvelle communication «Le commerce pour tous» de la Commission européenne, le CESE insiste sur la nécessité d'une participation accrue de la société civile au processus de négociation et de mise en œuvre, étant donné que la communication ne fait aucune référence aux mécanismes de suivi par la société civile des chapitres consacrés au commerce et au développement durable (CDD) dans les accords commerciaux existants de l'Union.

Le Comité est d'avis qu'un débat de qualité et éclairé, à l'échelle de l'UE et au niveau national, contribuera à une mobilisation plus vaste et un soutien public accru en faveur d'un système commercial mondial plus juste, dans la mesure où la politique commerciale doit refléter les valeurs européennes. L'avis se félicite par conséquent de l'engagement de la Commission à garantir la gestion responsable des chaînes d'approvisionnement mondiales. Le CESE espère que le lien entre les accords commerciaux et l'approche de l'UE concernant la mise en œuvre des objectifs de développement durable sera pris en compte. (mm) ●

Journée de l'initiative citoyenne européenne (ICE): le CESE se demande si la Commission est réellement déterminée à garantir la participation des citoyens



«L'initiative citoyenne européenne (ICE) est un instrument qui donne aux citoyens la possibilité de jouer un rôle dans l'élaboration des politiques européennes. Après cinq ans d'existence, force est de constater qu'il ne fonctionne pas correctement. Il est temps pour la Commission de donner suite aux recommandations des institutions», a déclaré Michael Smyth, vice-président du CESE, lors de la Journée de l'ICE 2016, organisée le 20 avril, à Bruxelles, par le CESE. De nombreux participants issus d'organisations de la société civile se sont dits déçus que non seulement la Commission ait décidé de reporter le réexamen de l'ICE, mais que le commissaire Timmermans n'ait pas été présent à l'occasion de cette journée.

Le CESE n'est pas le seul à déployer des efforts pour contribuer à ce que l'ICE réponde enfin aux intentions du traité de Lisbonne à son égard, à savoir qu'il devienne un instrument novateur en faveur d'une démocratie participative transnationale:

- la médiatrice européenne a formulé onze recommandations d'amélioration;
- le Parlement européen a transmis une résolution reprenant des propositions claires et spécifiques pour une ICE rénovée;
- le Comité des régions a adopté un avis appelant à une révision rapide et substantielle de l'ICE;
- enfin et surtout, dans son rapport d'avril 2015, la Commission a reconnu que les organisateurs rencontraient de nombreuses difficultés et a proposé des amendements. Cependant, plutôt que de mettre ces modifications en œuvre, elle a reporté le réexamen de l'ICE.

Les principales conclusions tirées de l'audition alimenteront l'avis que le CESE est en train d'élaborer sur le réexamen de l'ICE. Le CESE a toujours pris une part active au processus de l'ICE, dans un rôle de facilitateur et de guide institutionnel. (sma)

L'économie circulaire: le CESE appelle à faire preuve de davantage d'ambition et à définir des objectifs globaux

Dans son avis sur le train de mesures de la Commission sur l'économie circulaire, adopté lors de sa session plénière d'avril, le CESE se félicite de ces propositions qui représentent une avancée dans la bonne direction. Une question essentielle reste toutefois en suspens: cela suffira-t-il à transformer les économies européennes en un modèle réellement circulaire, qui dissocie la prospérité économique de l'utilisation des ressources naturelles et qui décuple les avantages économiques et sociaux?

Il convient d'encourager les producteurs à mettre au point des modèles d'entreprise dans lesquels louer et vendre des biens en tant que services devienne une pratique courante, et qui prévoient l'internalisation de l'intégralité des coûts, ainsi que de rendre obligatoire pour les États membres les régimes de responsabilité élargie des producteurs. Les fabricants devraient être tenus de fournir des informations au sujet de la durée de vie potentielle de leurs produits.

De l'avis du CESE, la révision prévue de la directive relative à l'écoconception doit prendre en compte la totalité du cycle de vie du produit, y compris son aspect durable, la possibilité de le réparer ainsi que la disponibilité et/ou le caractère abordable des pièces de rechange, et devrait obliger sans conditions les fabricants à afficher clairement les informations relatives aux réparations et au service proposé. Le CESE souhaite également l'interdiction totale de l'obsolescence programmée.

La Slovaquie se prépare à prendre les rênes de l'UE

En juillet, la Slovaquie entamera sa première présidence semestrielle du Conseil de l'Union européenne. Le mandat de la Slovaquie à la tête du Conseil constituera la 116^e présidence tournante de l'UE. Celle-ci est précédée par l'actuelle présidence néerlandaise et sera suivie par la présidence maltaise.

La présidence slovaque se concentrera sur un certain nombre de questions particulièrement importantes pour l'UE, telles que le marché unique, l'union de l'énergie, la politique de cohésion, l'union des marchés des capitaux, l'examen à mi-parcours du cadre pluriannuel de financement (CFP) 2014-2020, le budget annuel de l'UE pour 2017 et l'élargissement.

Outre les points prévus de longue date, la crise migratoire, une révision des règlements de Dublin, ainsi que la lutte contre le terrorisme figureront également en bonne place parmi les priorités. Les thèmes que la Slovaquie abordera pendant sa présidence concerneront également d'autres développements, notamment les résultats du référendum du Royaume-Uni concernant son maintien dans l'Union européenne.

En Slovaquie, l'intérêt du public pour les affaires européennes atteint le niveau le plus bas jamais enregistré au sein de l'UE. La présidence offrira une occasion de

Le CESE propose de développer des mécanismes de soutien afin d'offrir aux personnes à faibles revenus un accès à une meilleure qualité et à des biens et des services représentant un coût initial plus élevé. Ces mesures pourraient comprendre des dispositifs de prêts garantis par l'État ou des systèmes de financement garantis par les fabricants, les taux appliqués aux produits ayant une durée de vie plus longue étant inférieurs. Mais un étiquetage précis permettra également aux consommateurs d'effectuer des choix informés.

Le CESE estime important également de recenser à un stade précoce les personnes qui seraient perdantes du fait de cette transition, et prendre des mesures de protection sociale appropriées, notamment en matière d'éducation, de formation et de requalification. En ce qui concerne la sensibilisation, il s'agit d'une entreprise à long terme qui nécessite de cibler la société dans son ensemble et qui devrait commencer dès l'école maternelle, afin de préparer une nouvelle génération de consommateurs responsables et moteurs des changements de comportement.

Le Comité propose aussi de promouvoir activement les réseaux d'acteurs de la société civile qui plaident en faveur d'une transition vers l'économie circulaire, ainsi que d'étudier la possibilité d'un **forum européen pour l'économie circulaire** et d'ouvrir des possibilités de mise en relation des idées, d'échanges et de sensibilisation autour des bonnes pratiques. (sma)

dialoguer avec le public sur des questions européennes et sur le rôle de la Slovaquie dans l'UE.

La coopération entre le CESE et la présidence est très intense. Le gouvernement slovaque a demandé quatre avis exploratoires au Comité, en ce qui concerne:

- l'impact de l'évolution technologique sur le système de sécurité sociale et le droit du travail;
- l'évaluation à mi-parcours du programme Horizon 2020;
- la nouvelle organisation du marché de l'électricité et ses incidences potentielles sur les consommateurs vulnérables; et
- une législation à l'épreuve du temps.

La réunion extraordinaire du Bureau du CESE aura lieu le 14 juin à Bratislava.

La version finale du programme de la présidence slovaque sera adoptée en juin. Elle sera présentée le 13 juillet par Ivan Korčok, secrétaire d'État au ministère des affaires étrangères et européennes de la République slovaque et plénipotentiaire gouvernemental pour la présidence slovaque du Conseil de l'Union européenne, à l'occasion de la session plénière du CESE. (as/mb/ns/pbs)

Le CESE plaide en faveur de l'insertion et de la connaissance numériques pour tous les citoyens européens

Des représentants de l'industrie, des décideurs politiques et des acteurs de la société civile se sont réunis à l'occasion de la **Journée du numérique 2016** le 21 avril, afin de discuter des risques et ouvertures d'aujourd'hui, ainsi que des possibilités d'insertion et du potentiel d'exclusion qui découlent de l'économie numérique. Cette manifestation, organisée conjointement par le CESE et Confrontations Europe, portait essentiellement sur l'économie numérique en tant qu'élément central de la compétitivité de l'UE, améliorant les compétences numériques et facilitant les reconversions professionnelles, et sur le rôle de la société civile.

Le CESE partage le point de vue qui voit dans l'économie numérique un domaine d'une importance économique stratégique pour les États membres de l'UE. Les données en format numérique forment aujourd'hui la base des activités de tous les secteurs de l'économie, de l'administration publique, de la culture, de la sécurité sociale et des soins de santé. L'utilisation novatrice de ces données constitue la principale source de croissance de la productivité pour l'économie de l'Union. Le CESE souligne toutefois que, pour tirer pleinement profit du potentiel offert par une économie de la connaissance, il est capital d'assurer la requalification des travailleurs, afin qu'ils disposent des capacités professionnelles

nécessaires dans les nouveaux métiers et secteurs de l'économie émergents. Cet impératif revêt une importance d'autant plus marquée qu'en 2020, 80 % des emplois exigeront des connaissances et des compétences numériques.



© Shutterstock/Jaemko Sergii

Le CESE fait valoir que si l'on veut que chacun puisse tirer parti de la révolution numérique, l'accès aux infrastructures et aux outils doit être considéré comme un droit fondamental. Par ailleurs, le CESE estime que l'UE et les États membres devraient garantir l'accessibilité numérique par un apprentissage permanent des compétences numériques. Dans ce contexte, il convient d'accorder une attention particulière aux groupes vulnérables de la société. La société civile a un rôle essentiel à jouer à cet égard: le CESE invite instamment l'Union européenne et les pouvoirs publics nationaux et locaux à solliciter les structures de dialogue existantes afin d'y rencontrer les représentants de cette société civile en vue de mieux cerner les besoins dans la sphère numérique. (sg)

La dimension humaine de la crise des réfugiés – Exposition de Giles Duley patronnée par le CESE



Giles Duley au CESE

Dans le prolongement de ses travaux sur les réfugiés et les questions de migration, le CESE accueille en ce moment une exposition des photographies d'un reporter-photographe internationalement reconnu et ancien correspondant de guerre, Giles Duley, qui présente les portraits d'un grand nombre d'hommes, de femmes et d'enfants qui ont traversé la Méditerranée et débarqué sur l'île grecque de Lesbos.

Giles Duley, citoyen britannique, est bien connu pour ses photographies consacrées aux problèmes humanitaires et aux conséquences des conflits. L'exposition est le fruit d'une coopération avec le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés.

En ouverture de la réunion, Georges Dassis, président du CESE, a déclaré: «La sécurité des frontières ne doit pas entraîner le rejet de ceux qui ont besoin d'une protection pour des raisons humanitaires». À son tour,

Giles Duley a déclaré: «Il est inconcevable que l'on n'ait pas empêché cela. J'ai été choqué et atterré par ce que j'ai vu». Sophie Magennis du HCR a déclaré pour sa part: «Ces photos donnent une voix à ceux qui n'en ont pas et un visage à des statistiques. La situation des réfugiés en Europe est un défi, qui est gérable à condition de coordonner nos efforts. Nous avons besoin que soit mis en place un véritable système européen commun d'asile assorti d'une réelle solidarité.»

L'expérience personnelle de M. Duley inspire son travail humanitaire; il a été grièvement blessé alors qu'il s'adonnait à sa passion pour la photographie en Afghanistan. Ses blessures n'ont pas sapé sa détermination à revenir à la photographie. Sa précédente exposition, «One Second of Light», illustrait le coût humain dévastateur des conflits. L'exposition durera jusqu'au 20 mai. (mm)

La politique étrangère commence à l'intérieur

La nouvelle stratégie de l'UE en matière de politique étrangère et de sécurité

Le récent avis du CESE sur la stratégie proposée concernant les questions de politique étrangère et de sécurité met en avant le lien entre politique intérieure et politique extérieure, et note que les valeurs européennes sont aujourd'hui compromises par les inégalités sociales au sein de l'UE. «Il ne semble pas réaliste d'envisager une politique étrangère et de sécurité de l'UE qui serait plus structurée, mieux partagée et plus efficace, sans inverser la tendance au creusement des inégalités économiques et sociales entre ses membres», estime José María Zufiaur Narvaiza, rapporteur de l'avis, «L'Europe doit agir pour réaffirmer sa position de 'défenseur de l'égalité' et de 'promoteur de la liberté, de la sécurité et de la prospérité».

Pour défendre la démocratie à l'étranger, il convient de développer une société civile forte chez soi. Il s'agit là d'un élément «essentiel pour créer des liens plus étroits avec les sociétés civiles d'autres pays». De l'avis du CESE, une augmentation du budget de l'Union en faveur de l'action extérieure est nécessaire aujourd'hui, de même que l'assouplissement du processus d'adhésion des pays candidats, ainsi qu'une politique de sécurité et de défense commune efficace, en réponse à l'afflux de réfugiés et de migrants, et la promotion du commerce et des investissements. (mm)

Le CESE affirme avec force que la stratégie de l'aviation pour l'Europe ne réussira qu'avec le concours de toutes les parties prenantes

Des représentants de l'industrie, des décideurs politiques et diverses parties prenantes se sont réunis à l'occasion de l'audition publique sur le déploiement de la stratégie de l'UE en matière d'aviation, organisée par le CESE le 21 avril. Cette audition, qui portait principalement sur la stratégie dans le domaine de l'aviation, présentée par la Commission en décembre 2015, et son incidence sur la création d'emplois, la croissance économique et la participation des parties prenantes, contribuera aux travaux réalisés par le CESE dans le cadre de son avis sur le paquet aérien.

«La stratégie en matière d'aviation devrait créer un meilleur climat d'investissement,

afin d'encourager les investisseurs de l'UE. Cela permettra de renforcer la compétitivité du secteur et son rôle global en faveur de l'économie, et favorisera, par voie de conséquence, la croissance et l'emploi», a affirmé M. Jacek Krawczyk, rapporteur du CESE sur la stratégie dans le domaine de l'aviation.

«Nous devons nous assurer que l'aviation européenne conserve sa position de chef de file», a déclaré M^{me} Violeta Bulc, commissaire européenne chargée des transports, lors de son discours d'orientation.

Le Comité partage entièrement l'approche holistique adoptée par la Commission.

Cette stratégie n'a de chance de réussir qu'avec le large et ferme soutien de tous les acteurs du réseau de valeur de l'aviation. L'un des objectifs de l'avis du CESE consistera à recenser les mesures d'incitation nécessaires pour rendre la stratégie attrayante et profitable à toutes les parties concernées: États membres de l'UE, compagnies aériennes, aéroports, prestataires de services de navigation aérienne (PSNA), fabricants, syndicats, défenseurs de l'environnement et organisations de consommateurs. (sg)

UN ESPOIR POUR L'EUROPE! Culture, villes et nouveaux récits

Comment la culture et les villes peuvent-elles être porteuses d'espoir et contribuer à l'essor d'un nouveau récit pour l'Europe? Comment la culture stimule-t-elle la croissance économique? Comment les villes peuvent-elles transformer la diversité culturelle en innovation sociale, en cohésion et en confiance? Inversement, comment la culture et les arts peuvent-ils œuvrer au réaménagement et à la régénération des villes, et leur donner ainsi une nouvelle identité? Quel rôle l'art et la culture peuvent-ils jouer dans la coordination et la consolidation de l'identité européenne et de nos relations avec nos voisins? L'heure est-elle venue d'une nouvelle Renaissance pour une nouvelle Europe?

Voilà quelques-unes des questions qui seront examinées lors de la conférence de haut niveau organisée à Bruxelles les 20 et 21 juin 2016 par le groupe «Activités

diverses» du Comité économique et social européen (CESE) et conduite par son président, M. Luca Jahier, en partenariat étroit avec la commission de la culture et de l'éducation du Parlement européen, le Conseil de l'Europe et le Palais des Beaux-Arts (Bozar). L'événement sera l'occasion d'examiner comment, quand et pourquoi la culture est importante en Europe aujourd'hui.

Plus précisément, la conférence se penchera sur quatre thèmes:

- la culture comme moteur de la croissance économique;
- la culture en tant qu'instrument de réaménagement des villes et des territoires;
- la culture en tant qu'instrument d'intégration et d'inclusion;
- remodeler l'identité européenne au sein de l'Europe et au-delà.



Luca Jahier, président du groupe des activités diverses

Cette manifestation sera également l'occasion de présenter l'étude éponyme commandée par le CESE à Culture Action Europe et United Cities and Local Government (UCLG-Agenda 21).

Le 20 juin au soir, une manifestation culturelle sera organisée au CESE afin de mettre en lumière les pistes par lesquelles la culture peut devenir un instrument mondial de dialogue, de compréhension et de consolidation de la paix. (cl)

Future présidence maltaise de l'UE – participation du groupe des employeurs

La préparation de la future présidence maltaise du Conseil de l'UE a été l'un des points à l'ordre du jour de la visite de travail à Malte de Jacek Krawczyk, président du groupe des employeurs. M. Krawczyk a fait part de la volonté du groupe de coopérer activement avec les organisations patronales maltaises ainsi qu'avec le gouvernement afin de préparer la présidence.

Les principales organisations d'employeurs (la Chambre du commerce, des entreprises

et de l'industrie de Malte, l'Association des hôtels et restaurants de Malte, l'Union générale des détaillants et commerçants et le Malta Business Bureau) participent aux préparatifs de la présidence. Elles détermineront quatre grands thèmes qui constitueront le programme des employeurs pour la présidence, lequel sera ensuite officiellement présenté au premier ministre et au secrétaire d'État maltais ainsi qu'aux principales organisations d'employeurs à Bruxelles.



Jacek Krawczyk, président du groupe des employeurs, en compagnie de Ian Borg, ministre maltais des affaires européennes

Malte assumera pour la première fois la présidence du Conseil de l'UE en janvier 2017, succédant à la présidence slovaque du deuxième semestre 2016. (lj)

Les syndicats et le référendum sur le maintien du Royaume-Uni dans l'UE

Le 21 avril, la présidence élargie du groupe des travailleurs du CESE a rencontré à Londres des représentants des syndicats britanniques pour parler du référendum sur le maintien du Royaume-Uni dans l'Union européenne. La grande majorité des organisations syndicales britanniques est favorable à ce maintien, dans la mesure où, comme l'ont relevé plusieurs intervenants, l'Europe devrait être une véritable opportunité pour tous du point de vue des droits, de l'emploi et de la prospérité économique.

Les participants ont souligné combien l'étude effectuée par le *Labour Research Department* à la demande du groupe des travailleurs tombait à point nommé. Sa publication coïncide en effet avec la présentation, par le gouvernement britannique, d'un projet de loi sur les syndicats qui constitue l'atteinte la plus grave aux droits syndicaux depuis 30 ans. L'étude, intitulée *The crisis and the Evolution of Labour Relations in the UK* (La crise et l'évolution des relations de travail au Royaume-Uni) et disponible en anglais



La présidence élargie du groupe des travailleurs du CESE à Londres en compagnie de représentants des syndicats britanniques

à l'adresse <http://www.eesc.europa.eu/?i=portal.en.group-2-studies.39081>, explique les propositions formulées dans le projet de loi et conclut

notamment que plusieurs des mesures adoptées par le gouvernement conservateur ont fait pencher le rapport de forces en faveur des employeurs pour toute une série de questions liées à l'emploi.

De l'avis des participants, les travailleurs britanniques sont mieux lotis au sein de l'Union européenne, où l'acquis social les protège de telles attaques contre leurs droits, et il est dans l'intérêt des travailleurs britanniques et européens d'œuvrer ensemble au renforcement de l'Europe sociale.

La réunion s'est achevée sur une note positive, les participants ayant réitéré leur soutien à une Europe sociale et équitable et leur détermination à s'opposer au projet de loi britannique sur les syndicats ainsi qu'à toute tentative d'amputer les droits des travailleurs, au Royaume-Uni ou ailleurs. Le socle des droits sociaux récemment proposé par la Commission européenne forme une base solide sur laquelle les syndicats peuvent s'appuyer pour mener à bien cette entreprise commune. (mg/fs)

CESE info dans 23 langues: http://www.eesc.europa.eu/activities/press/eescinfo/index_fr.asp

Rédaction:
Alun Jones (rédacteur en chef)
Daniela Marangoni (dm)

Contributeurs à la présente édition:

Anna Skulavikova (as)
Caroline Alibert-Deprez (cad)
Chloé Lahousse (cl)
Daniela Marangoni (dm)
Dialhak Raguragui (dr)
Francisco Soriano (fs)
Leszek Jarosz (lj)
Marian Brestovansky (mb)
Margarita Gavanis (mg)
Milen Minchev (mm)
Natalia Schneiderova (ns)

Paola Braga Sunye (pbs)
Satu Kankala (sk)
Siana Glouharova (sg)
Silvia M. Aumair (sma)

Coordination:
Agata Berdys (ab)

Édition clôturée le 4 mai 2016

Adresse:
Comité économique et social européen
Bâtiment Jacques Delors, 99, rue Belliard,
B-1040 Bruxelles, Belgique
Tél. +32 2 546 94 76
Fax +32 2 546 97 64
Courriel: eescinfo@eesc.europa.eu

Internet: <http://www.eesc.europa.eu/>
CESE info paraît neuf fois par an, lors des sessions plénières du Comité.

Des exemplaires imprimés de CESE info peuvent être obtenus gratuitement en allemand, en anglais et en français auprès du service de presse du Comité.

De plus, CESE info est disponible dans 23 langues en format PDF sur le site web du Comité:
URL: <http://www.eesc.europa.eu/?i=portal.fr.eesc-info>

CESE info ne peut être considéré comme le compte rendu officiel des travaux du CESE, pour lesquels il convient de se référer au Journal officiel de l'Union européenne ou à d'autres publications du Comité.

La reproduction – avec mention de CESE info – est autorisée (moyennant copie au rédacteur en chef).

Tirage: 6500 exemplaires.

Le prochain numéro paraîtra en juillet 2016.

IMPRIMÉ SUR PAPIER 100 % RECYCLÉ

Mai 2016 / 5



Office des publications